

INDONÉSIE

Encore des morts : l'armée tirera-t-elle un jour des leçons du passé ?

Index AI : AI 21/71/98

La nouvelle ère de réformes et de tolérance politique promise par le gouvernement du général Habibie n'est visiblement pas connue des commandants militaires et de leurs troupes sur le terrain, a déclaré Amnesty International aujourd'hui, lundi 6 juillet 1998. Les forces armées indonésiennes auraient tiré sur la population dans la province d'Irian Jaya, ce qui porte à 21 le nombre des personnes tuées ou blessées par les militaires en Indonésie et au Timor oriental au cours des dix derniers jours.

Malgré les excuses présentées par un commandant militaire pour avoir tiré sur deux manifestants non violents lors d'une manifestation en faveur de l'indépendance à l'université de Djayapura, capitale de la province d'Irian Jaya, le 3 juillet dernier, l'armée aurait ouvert le feu sur une autre manifestation en faveur de l'indépendance deux jours plus tard – cette fois sur la petite île de Biak, au large des côtes septentrionales d'Irian Jaya.

« Le recours à une force excessive et meurtrière a été la réponse des forces armées indonésiennes tant à l'opposition armée qu'à l'opposition non violente au cours des trois dernières décennies, a déclaré Amnesty International. Les récents cas de personnes blessées ou tuées soulèvent des préoccupations quant à la lenteur avec laquelle l'armée répond à la promesse de changement faite par les nouveaux dirigeants du pays. »

Selon des informations en provenance de l'île de Biak reçues par Amnesty International, au moins six personnes auraient été blessées par des membres des forces armées alors qu'elles regardaient les manifestants en faveur de l'indépendance brandir le drapeau de la "Papouasie occidentale", dimanche soir. Au moins une personne aurait en outre été arrêtée.

Deux jours plus tôt, le 3 juillet, un étudiant en droit, Steven Suripatti, avait reçu une balle dans la tête, tirée par des soldats lors d'une manifestation en faveur de l'indépendance dans une université de Djayapura. Il est aujourd'hui à l'hôpital dans un état critique. Il semblerait que la manifestation ait débuté de manière pacifique mais qu'elle ait dégénéré après qu'un officier des services de renseignements indonésiens eut été repéré dans la foule et violemment passé à tabac. Selon certaines informations, il serait mort de ses blessures. Une lycéenne a également été blessée par balle alors qu'elle ne participait apparemment pas à la manifestation.

Au moins 41 personnes auraient été arrêtées à Djayapura, dont deux prêtres. Amnesty International est préoccupée à l'idée que les personnes placées en détention, loin de l'attention médiatique de la capitale, risquent de subir des mauvais traitements.

Des informations provenant de la ville reculée de Sorong, dans le nord-ouest d'Irian Jaya, indiquent qu'une personne aurait été tuée et cinq autres blessées par balle lorsque l'armée a cherché à disperser une manifestation non violente en faveur de l'indépendance, devant le Parlement local, le 2 juillet.

« Pendant des années, les forces de sécurité n'ont pas eu à répondre de leurs actes. Les événements de la semaine dernière semblent indiquer que, malgré les déclarations encourageantes du gouvernement en faveur des droits humains et de l'obligation de rendre de comptes, les homicides se poursuivent, a déclaré Amnesty International.

« Il est temps pour les autorités indonésiennes de prouver leur engagement en faveur des réformes. Non seulement elle doivent sans tarder mener des enquêtes approfondies sur les

récents cas d'utilisation des armes à feu et traduire en justice les responsables, mais elles doivent également donner des ordres stricts aux militaires afin de les empêcher de recourir à une force excessive pour maîtriser les manifestants. »

Contexte

Le recours aux armes à feu en Irian Jaya n'est pas un fait isolé mais fait suite à trois récents assassinats survenus au Timor oriental. Deux Timorais de l'Est semblent avoir été abattus de manière illégale par les forces de sécurité, lors d'une visite au Timor oriental de trois ambassadeurs de l'Union européenne, fin juin.

Le 27 juin, un homme a été abattu par l'armée à Manatuto, au Timor oriental, lors d'un affrontement entre des groupes militant en faveur de l'indépendance et des partisans du rattachement à l'Indonésie. Un autre homme a été abattu et cinq personnes blessées à Baueu, le 29 juin, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule après qu'un véhicule transportant des militaires en civil, qui suivait les ambassadeurs de l'Union européenne, eut été attaqué par des individus dans la foule.

Le 16 juin, Herman Dasdorez Soares, un Timorais de l'Est âgé de vingt et un ans, avait été abattu par l'armée à Obrato, à une soixantaine de kilomètres à l'est de Dili, parce qu'il était soupçonné d'avoir volé du bois. Un soldat est actuellement traduit en justice pour l'homicide de cet homme.